

hardiment à l'armée libérale après un combat sanglant. Pendant plusieurs mois, des commissions permanentes poursuivirent la révision des brevets des officiers de tous grades. En présence d'états-majors et de cadres excessifs, ruineux pour le trésor national, cette mesure était impérieuse; elle souleva des tempêtes et fut le germe de défections inévitables, parce que bon nombre de généraux et de colonels s'étaient improvisés tels de leur propre autorité, à la tête de bandes recrutées pour exercer la rapine sur les grandes routes. Pendant ce temps, la moitié de l'armée franco-mexicaine s'ébranlait aussi vers le Nord. L'ordre était parti du quartier général français, impatient d'affirmer l'autorité de Maximilien, d'entreprendre une sérieuse campagne pour refouler jusqu'à la frontière américaine Juarez et son gouvernement, installés dans la capitale du Nuevo Leon, à deux cents lieues environ de Mexico. Quoique pourchassé, toujours vaincu, le président de la République mexicaine restait inébranlable, résolu à ne pas laisser tomber son mandat légal.

Pour prix de leurs services, certains chefs de notre armée se voyaient déjà calomniés auprès du souverain, et les ministres, jaloux de notre influence méritée, se faisaient en haut lieu les interprètes de plaintes passionnées, émanant de plusieurs préfets politiques hostiles, qu'ils avaient eu soin de nommer eux-mêmes dans les provinces, pour se ménager une chance de salut dans l'avenir. Au mois de septembre 1864, les délations, portées aux oreilles de l'impératrice Charlotte, dont le caractère ardent pouvait s'en affecter, redoublèrent d'acrimonie. Le général en chef, prévenu, n'hésita pas à en référer à l'impératrice elle-même, et

lui dénonça loyalement ces intrigues des hauts fonctionnaires comme aussi fâcheuses pour les intérêts de la couronne que pour notre propre dignité.

Mexico, 24 septembre 1864.

A S. M. l'Impératrice.

Madame,

Le général en chef signale de nouveau à Sa Majesté les plaintes qu'il a eu plusieurs fois à exprimer contre des rapports exagérés, pour ne pas dire mensongers, établis par des fonctionnaires haut placés dans l'administration.

Les commandants militaires n'agissent que sous la direction du général en chef. Les mesures exceptionnelles, les amendes imposées aux populations et même aux individus ont été appliquées par ordre et d'après les règles établies et dans un but qui ne saurait être désavoué par le commandement.

Ces agitations, entretenues par l'esprit de parti, sont consacrées par des événements regrettables à tous égards et dont la responsabilité ne saurait être attribuée qu'aux agents dont la faiblesse ou l'incapacité pourraient être signalées sans trop de sévérité.

Les derniers faits accomplis à San-Angel, où des bandits armés sont venus enlever, au centre de la ville, des armes et des munitions enfermées à l'aventure dans une maison non gardée, prouvent surabondamment que l'autorité civile ne veille point et s'endort dans une sécurité déplorable, sinon dans une complicité coupable.

Les populations elles-mêmes, dont le zèle et le dévouement sont exaltés par certains fonctionnaires, font constamment défaut au moment d'agir, et cela tient certainement au manque d'énergie et d'initiative de ceux qui, par leur position, devraient

les engager, sinon les entraîner par leur exemple, à la résistance.

Les dernières nouvelles que je reçois de Zacuatilpan me dépeignent cette ville comme abandonnée par ses habitants, fuyant avec les bandes que poursuivent une poignée de nos soldats.

Cet état de choses est déplorable, et je ne saurais trop insister auprès de Votre Majesté pour qu'une circulaire fût adressée aux populations, répandue à profusion, afin d'engager chacun à rester chez soi, à défendre ses foyers ou tout au moins à ne pas les abandonner...

C'est avec le plus profond respect, Madame...

BAZAINE.

Pièces en main, il fut prouvé que nos commandants militaires n'avaient agi partout que d'après les ordres régulièrement exécutés et que leur conduite ne pouvait être qu'approuvée. Malheureusement, la fidélité des autorités impérialistes ne s'élevait pas à la hauteur de la droiture des officiers français.

Maximilien semblait ne pas s'émouvoir de ces symptômes fâcheux. Venu de Miramar avec un bagage de lois arrêtées d'avance, qu'il appelait « ses statuts », imbu d'idées préconçues, il travaillait sans relâche sur le papier, édictant d'excellents décrets, qui s'arrêtaient à l'état de lettre morte entre les mains de ses ministres, réunissant et présidant de nombreuses commissions françaises dont les efforts étaient condamnés d'avance à la stérilité, faute d'une direction unique et vigoureuse. Car l'empereur, qui n'était pas armé pour la lutte d'une énergie soutenue, envisageait toutes les questions au point de vue théorique, sans poursuivre opiniâtrement leur mise à exécution. Il oubliait le tempérament et les habitudes de ses sujets pour ne se souvenir que du

caractère des fonctionnaires européens. Il ne s'apercevait pas qu'il devait être à la fois la tête et le bras de la nation. Pourtant ni les avis, ni même les remontrances ne lui étaient épargnés.

Dès l'abord, l'empereur n'avait pas compris que la race indienne n'était appelée à former le meilleur levain de la régénération pour son peuple, qu'à la seule condition de devenir libre du *péonage*, et en même temps, propriétaire d'une partie du sol laissé à l'abandon par l'incurie de l'État. Pourtant le trône comptait un valeureux champion dans le général Mejia, Indien comme Juarez lui-même, comme le fameux Porfirio Diaz, le futur défenseur d'Oajaca. Ces individualités ne devaient-elles pas fixer l'attention de la couronne? Néanmoins, le quartier général se vit forcé d'appeler la sévérité de l'empereur sur les persécutions dont certains membres de cette caste digne d'intérêt étaient les victimes de la part des autorités mexicaines.

Mexico, 16 novembre 1864.

Sire!

J'ai reçu hier un nommé Manuel Medel, sous-préfet et ex-commandant militaire de Tepeji de la Seda, qui vient d'être destitué par M. Pardo, préfet politique du département de Puebla. Je ne connais Manuel Medel que par la réputation d'honnêteté et d'énergie qu'il s'est acquise dans le pays. S. E. le maréchal Forey a cru devoir, à propos de la vigoureuse résistance qu'il a opposée aux juaristes, nommer Manuel Medel chevalier de la Légion d'Honneur. Medel est un Indien pur sang, au type énergique et aux allures un peu timides cependant de cette race. Il proteste de son dévouement à l'Empire, de ses bonnes intentions et invoque son passé pour témoigner en faveur de ses principes.

Je ne sais quels motifs M. Pardo a pu avoir pour le destituer, et j'en réfère à Votre Majesté qui, en écoutant un serviteur, le seul Indien de la classe civile qui porte les insignes de la Légion-d'Honneur, pourra se convaincre de la vérité et apprécier les faits sous leur véritable jour...

BAZAINE.

Cet acte, commis au nom de l'empereur, avait refroidi bien des dévouements.

Les finances devaient être une question de vie ou de mort pour l'empire naissant. Du jour où il avait touché le sol mexicain, Maximilien aurait dû envisager froidement, sous toutes ses faces, le monstre qui devait le dévorer. Mais il avait apporté de bien grandes illusions sur la puissance financière de son pays d'adoption, et sur ses ressources minières. Il avait cru que l'apparition du drapeau français dans les villes éloignées du centre suffirait pour rétablir la circulation des forces vitales; et du haut de sa résidence de Chapultepec, où il allait enfouir prématurément de grosses sommes pour la restauration du palais et la construction d'une route destinée à le relier à la capitale, il n'apercevait pas au nord et au sud ses propres troupes prêtes à manquer de solde et à se mutiner en présence de l'ennemi.

Six mois déjà s'étaient écoulés depuis l'inauguration de son règne, que l'empereur recevait une note française, datée de la fin de novembre 1864, qui lui signalait des retards fort préjudiciables aux intérêts de son empire. Sur son désir, tout un service financier avait été appelé et envoyé de France. A l'issue d'une conférence où Maximilien avait réuni son ministre de la guerre, le secrétaire d'État des finances et le maréchal Bazaine, afin d'aviser aux mesures

nécessaires, ce personnel avait été réparti dans le pays. A peine arrivé à Mexico, notre quartier général avait expédié ces agents pour les destinations respectives où ils allaient accomplir une mission de contrôle et de surveillance; à la même heure, il faisait rayonner dans les départements des circulaires adressées aux chefs militaires chargés de les seconder. De son côté, le ministre des finances avait promis formellement d'envoyer sans délai des instructions analogues aux directeurs de l'*hacienda* publique dans les provinces de l'empire déjà soumises. Rendus à leurs postes, les fonctionnaires français furent éconduits par les administrations locales; aucune disposition n'avait été assurée, comme le prouve la lettre du maréchal à l'Empereur :

Mexico, 30 septembre 1864.

Sire,

Votre Majesté m'ayant autorisé, lors d'une conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec elle, à réunir le ministre de la guerre et le sous-secrétaire d'État des finances, pour convenir des instructions qui seraient adressées aux commandants supérieurs et aux agents du gouvernement mexicain à propos de l'envoi dans les ports et dans les principales villes de l'intérieur, des agents du service financier qui se trouvaient à Mexico, j'ai pris mes dispositions immédiatement, adressé mes instructions et mes circulaires et fait partir les agents pour leurs destinations respectives.

J'ai fait savoir à M. le sous-secrétaire d'État des finances que les employés français étaient partis. Je lui ai envoyé copie des instructions remises à ces employés et aux commandants supérieurs appelés à les seconder dans leur mission, et j'ai insisté pour que, de son côté, M. le sous-secrétaire d'État envoyât

également des instructions d'accord avec les miennes aux directeurs de l'*hacienda* publique dans les divers départements de l'Empire.

Il m'a été répondu que cette question était à l'étude et qu'aucune solution n'avait encore été prise!

Je crains que les agents du service financier français ne se trouvent dans une fausse situation et qu'il leur soit impossible, faute d'un règlement et non pourvus d'une commission en règle, d'accomplir la mission de contrôle et de surveillance qu'ils sont appelés à remplir.

J'ai l'honneur de soumettre cette observation à la haute appréciation de Votre Majesté et de lui signaler ce retard qui sera certainement préjudiciable aux intérêts financiers du pays.

BAZAINE.

C'est ainsi que les plus sages mesures étaient paralysées par l'inertie des conseillers du trône. Tandis que les ordres de l'Empereur, si mal secondé, s'arrêtaient dans les cartons, un temps précieux s'écoulait. Les dilapidations douanières n'étaient pas réprimées et les impôts ne rentraient pas dans les caisses publiques. Maximilien eût mieux réussi en s'assurant par ses propres yeux de l'exécution de ses volontés. Ne pouvait-il se porter, de sa personne, sur les points les plus importants où les obstacles lui étaient signalés chaque jour par nos rapports militaires? La présence d'un souverain est toujours éloquente et réchauffe le sentiment des masses. Par quel autre système Alexandre conquérait-il l'Asie en trois ans, imprimant à tout le pays un caractère qu'il n'a pas perdu depuis cette grande période? Mais le système allemand dominait avec toutes ses lenteurs. Pourtant, pour rester juste, il faut avouer que le climat mexicain avait déjà affecté

la constitution de l'empereur, et, sous ces latitudes, le physique réagit cruellement sur le moral.

Dans les départements, les préfets politiques, choisis dans le sein du parti national, neutralisaient les efforts de nos colonnes mobiles. Outre ces fâcheuses tendances contre lesquelles Maximilien, mal guidé par les inspirations de son entourage, ne pouvait que lutter mollement, le ministère, mené par M. Eloïn, Belge en mission, attaché au service de l'impératrice Charlotte et dont l'influence a été désastreuse pour le règne, fournissait chaque jour de nouvelles preuves de son mauvais vouloir en tout ce qui touchait les intérêts français.

Malgré les instances répétées du marquis de Montholon, la commission formée à Mexico pour discuter et apprécier les droits de nos réclamants se voyait sans cesse entravée par des incidents calculés. Sans la pression exercée sur lui par ses propres conseillers, Maximilien eût, sans doute, rempli ses engagements; mais sa résistance était, de Paris même, encouragée par les excitations de M. Hidalgo, dont les récriminations n'étaient pas sans influence à la cour des Tuileries, grâce à une auguste intervention. Il faut dire aussi que les exigences françaises semblaient à bon droit exagérées à Maximilien et peu fondées en partie quant à la quotité afférente aux bons usuraires du suisse Jecker, naturalisé Français après les débuts de l'intervention.

Depuis cinq mois, il existait un point en litige. Notre ministre à Mexico réclamait, sans l'obtenir, un intérêt en faveur des créances sujettes à révision. Si cette révision était équitable, il y avait justice aussi à compenser par un intérêt les retards apportés au règlement, et on ne pouvait vouloir que nos compatriotes fussent moins bien traités au point de

vue du taux légal que les créanciers ordinaires de l'Etat. Ce ne fut que le 9 décembre 1864 que M. Ramirez, ministre d'Etat et des affaires étrangères, écrivit au marquis de Montholon « que son souverain, *tout en étant convaincu que la justice se trouvait entièrement de son côté, mais pour éviter de troubler l'accord avec l'empereur des Français*, donnait l'ordre par le packet à M. Hidalgo, son ministre à Paris, de reconnaître qu'un intérêt était désormais assuré aux créances sujettes à révision. »

Vers la même époque, les nouvelles de la pacification des provinces centrales, opérée par nos armes, parvenaient au quartier général. La situation militaire des parages sillonnés par l'armée franco-mexicaine apparaissait excellente. Au nord, le général de Castagny, à la tête d'une division française, le général Mejia, suivi de sa division mexicaine, et la contre-guerilla française * s'avançaient parallèlement sur une largeur de 150 lieues de pays, par une marche de front, et refoulaient l'ennemi jusqu'à la frontière des États-Unis. Sur l'autre face, le général Douay venait de pousser, de concert avec Marquez, une pointe brillante jusqu'à Colima, capitale de l'Etat situé sur le versant du Pacifique, et le colonel de Pothier, prenant à revers l'armée d'Arteaga, l'avait rejetée derrière le Rio-Grande. Partout, matériel de guerre, pièces de campagne jetées dans les *barrancas* ** restaient aux mains des Français, et notre flotte appuyait les opérations avec succès par des débarquements sur les deux côtes du

* Voir les livraisons des 15 octobre 1865, 1^{er} et 15 février 1866 de la *Revue des deux Mondes* : « *La contre-guerilla française au Mexique : combats des terres chaudes.* »

** Profonds ravins creusés par les pluies torrentielles.

golfe et de l'Océan. Mais les armes mexicaines, livrées à elles-mêmes, s'annonçaient déjà moins heureuses. Le général Vicario, qui tenait la route du Sud au Pacifique, quoique prévenu depuis vingt jours par le général en chef que le mouvement du général Douay, qui opérait sur sa droite, devait infailliblement rejeter sur lui une partie des forces ennemies, n'avait pris aucune mesure défensive, et s'était vu forcé de battre en retraite. Pour protéger la ville de Cuernavaca, découverte par un échec des impérialistes, et dans le but de relever le pays déjà démoralisé, le maréchal Bazaine s'empressa d'envoyer une colonne vers les régions compromises.